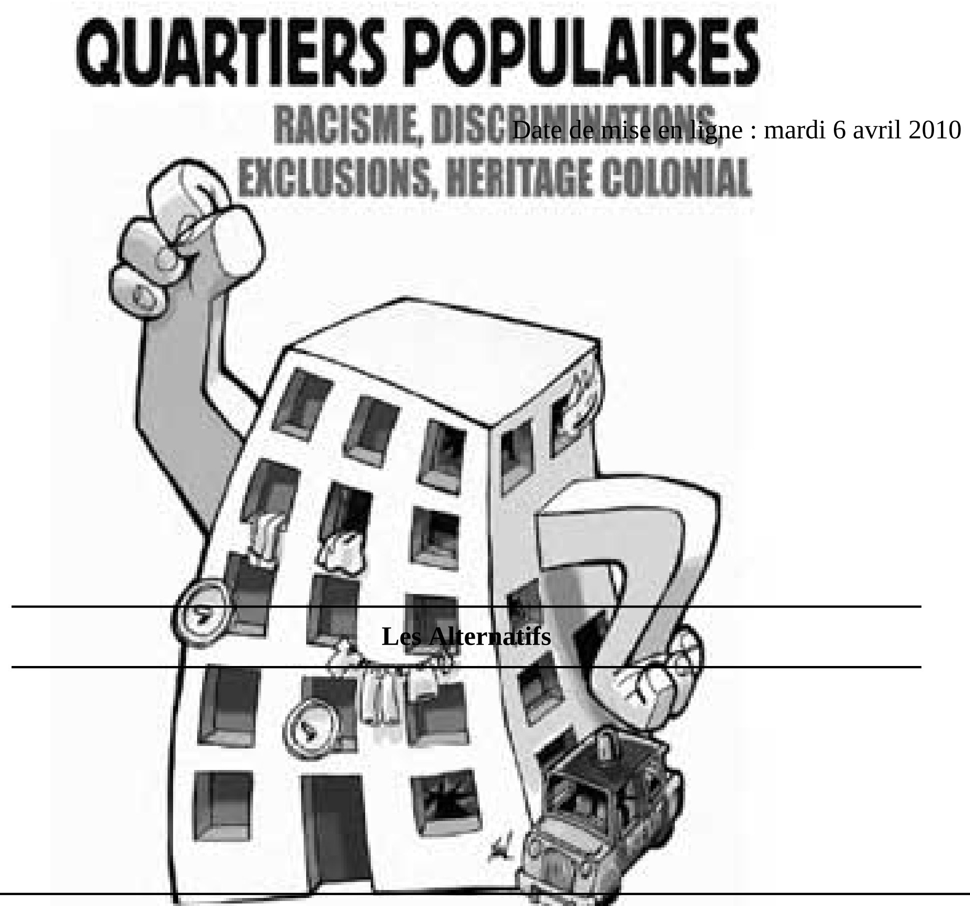
Du 9 au 12 Juillet 2010

Université d'été 2010 des Alternatifs

- Université d'été -



Date de mise en ligne : mardi 6 avril 2010

Les Alternatifs

L'Université d'été 2010 aura lieu du 9 au 12 Juillet 2010 à la Bourse du Travail de Saint-Denis.

Le thème retenu est :
Racisme, discriminations, exclusions, héritage colonial : quartiers populaires et « classes dangereuses » dans le collimateur

Sommaire

MODE D'EMPLOI

L'université d'été des Alternatifs aura lieu cette année du 9 au 12 juillet à la Bourse du travail de Saint Denis (Seine-Saint-Denis). 9 Rue Génin, 93200 Saint Denis Métro station Saint Denis-Porte de Paris ligne 13.

L'accès à tous les débats et ateliers de l'Université d'été des Alternatifs sera, bien entendu, libre. Seule exception, la soirée festive du samedi 10 juillet, avec la Compagnie Jolie Môme et Zone d'Expression Populaire/Map pour laquelle une participation aux frais d'un montant de 5 euros sera demandée.

Notre volonté n'est pas de "commenter", mais de contribuer à une construction politique solidaire, cette volonté s'exprime dans le programme des débats et ateliers.

Premier éclairage sur les travaux de l'Université d'été 2010 des Alternatifs. Bienvenue à toutes et tous.

Vendredi 9 juillet à partir de 13h 30 - accueil

16 H Séance plénière introductive. Les quartiers populaires : état des lieux et mise en perspective politique

Kamel Tafer (MQJS), Nabil Kaskousi (FSQP), Alain Bertho, Guy Giani (Les Alternatifs)

20 h 30 Débat-Film LUTTES DES SANS PAPIERS

Samedi 10 juillet

9 H - Séance plénière. Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui en France

Malik Salenkour (vice-président de la LDH) Mohamed Mechmache (assocaitiaion AC Le Feu) un-e représentant-e du MRAP

11 H 15

Atelier 1 - Les quartiers populaires ; état des lieux

(intervenant-e-s de la plénière)

Atelier 2 - Racisme : quelles formes dominantes aujourd'hui

(idem)

Atelier 3 - La condition noire en France

Pap N'diaye

Atelier 4 - Les jeunes et la politique dans les quartiers populaires

Maryline Poulain (Autre Monde), Evelyne Perrin

Atelier 5 - Quelles réponses éducatives dans les quartiers populaire

Commission Education des Alternatifs

14 H 30 - Séance Plénière. L'héritage colonial : quels enjeux et quelles luttes

Yamina Benchemmi, Pap Ndiaye, Gilles Manceron, Amine Ben Mansour, Saïd Bouamama

17h

Atelier 1 - Colonisation et immigration dans les programmes scolaire

commission éducation des Alternatifs , Gilles Manceron (LDH)

Atelier 2 - La place des femmes issues de l'immigration, post-coloniale ou non, dans la société

Yamina Benchemmi, commission féminisme des Alternatifs

Atelier 3 - Les dégâts de l'assimilation

Lea Carlat (Les Alternatifs)

Atelier 4 - la place des musulmans en France (islamophobie, etc..)

Tarek Ben Hiba (FCTR)

Atelier 5 - La figure de l'immigré et du colonisé dans les media

Odile Töbner-Biyidi (Survie) , Laurent Bonelli (sous réserve)

20h SOIREE POLITIQUE ET MUSICALE La Compagnie Jolie Même et ZEP/MAP

Dimanche 11 juillet

9 H Séance Plénière : Les discriminations : oppression de classe, oppression de genre, oppression d'origine

Emmanuel Terray, Danièle Lochak, (GISTI) Pierre Didier Tchetch Opea (FSQP)

11 H 15

Atelier 1 - Les luttes des sans papiers :

Raymond Chauveau (CGT) Pierre Cordelier (RESF)

Atelier 2 - Y a-t-il une oppression spécifique des femmes dans les quartiers populaires ?

Commission féminisme des Alternatifs, Ernestine Ronai (Obeservatoire des violences faites aux femmes du 93)

Atelier 3 - Politique de la ville. Politique de dupes ?

Salah Amokrane (FSQP), Pierre Didier Tchetch-Opea (FSQP)

Atelier 4 - Ethnicisation des rapports de travail

Nicolas Jounin

14 H 30

Atelier 1 - Droit de vote des étranger-e-s non communautaires

Paul Oriol (Les Alternatifs)

Atelier 2 - Transformer les rapports de domination Nord Sud

Odile Biydi-Tobner, Olivier Chantry (CADTM)

Atelier 3- La question palestinienne et les jeunes de quartier

Mohamed Ezzeghmouti , Benoit Hebert (Les Alternatifs)

Atelier 4 - Langues et cultures minorisées

Cyril Cogneras (Les Alternatifs)

Présentation du livre de Bruno Riondet sur les nanotechnologies

17 H Débat. Comment articuler les luttes spécifiques et la perspective d'émancipation générale ? Autonomie des luttes ou unité populaire ? Comment constituer un bloc social et politique ?

avec la participation de représentant-e-s de mouvements de la gauche de transformation sociale et écologique.

Salah Amokrane (FSQP), Tarek Ben Hiba (FASE), Héléne FRANCO (Parti de Gauche), représentantant-e-s du PCF et du NPA , les Alternatifs

20 H 30 Présentation par Jacques Leclerc de son livre sur l'évolution de l'extrême droite ces dernières années

---

Lundi 12 juillet

9 H - Séance plénière. « La guerre contre les cités » : politiques sécuritaires, violences policières et « classes dangereuses »

Laurent Bonelli, Jean Pierre Garnier, Nordine Iznasni (FSQP) - Evelyne Sire-Marin (Syndicat de la Magistrature -sous réserve)

Pour pouvoir gérer au mieux l'infrastructure en matière d'hébergements et de repas, il est nécessaire de connaître le nombre de participant-e-s le plus tôt possible.

Pour cela iIl suffit tout simplement de remplir le bulletin d'inscription et de le renvoyer accompagné du chèque correspondant rue de Malte.



Il est à noter qu'il existe un tarif n° 5 à 40 euros : 6 repas sans hébergement aux personnes à faible revenu, précaires, jeunes en formation.





Les tarifs proposés correspondent à un hébergement pour 3 nuits, 3 petits déjeuners, 6 repas.

Les chèques sont libellés à l'ordre d'A.F. ALTERNATIFS

- Tarif 1 du 9 au 12 juillet AUBERGE MUNICIPALE 170 euros
- Tarif 2 du 9 au 12 juillet AUBERGE MUNICIPALE 60 euros (réservé aux personnes à faibles revenus, précaires, jeunes en formation)
- Tarif 3 du 9 au 12 juillet HOTEL 270 euros
- Tarif 4 du 9 au 12 juillet 6 repas sans hébergement 85 euros
- Tarif 5 du 9 au 12 juillet 6 repas sans hébergement 40 euros (réservé aux personnes à faibles revenus, précaires, jeunes en formation)

Bulletin d'inscription à envoyer à ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE
40, rue de Malte 75011 Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :
TARIF 1 ci-joint chèque de 170 euros A.F. ALTERNATIFS
TARIF 2 ci-joint chèque de 60 euros A.F. ALTERNATIFS
TARIF 3 ci-joint chèque de 270 euros A.F. ALTERNATIFS
TARIF 4 ci-joint chèque de 85 euros A.F. ALTERNATIFS
TARIF 5 ci-joint chèque de 40 euros A.F. ALTERNATIFS

EXPOSE DES MOTIFS : PROPOSITION

Mais la question sociale ne peut résumer à elle seule la situation de ces quartiers.

Les immigrations des dernières décennies proviennent en grande partie des anciennes colonies d'Afrique noire ou du Maghreb et des actuels DOM, départements d'outre-mer dont la récente lutte du LKP a mis en évidence le caractère colonial. Cependant, il convient de ne pas oublier que l'immigration connait une très forte mondialisation qui s'est accélérée depuis une dizaine d'années et qu'elle dépasse aujourd'hui largement les limites de l'ex-empire colonial : immigration turque, balkanique, caucasienne, roms, indienne, chinoise et venant de l'Europe centrale et orientale. Noires, arabes, asiatiques, souvent musulmanes (probablement autour de 4 millions aujourd'hui) ces personnes, immigrées ou non, souvent de nationalité française, parfois non, vivent majoritairement dans ces quartiers et sont rejetées, stigmatisées, discriminées.

Ces dernières années, l'injonction de l'assimilation comme son pendant - le discours de l'exclusion - ont pris des proportions inquiétantes, souvent relayés par des milieux qui n'étaient pas classés à droite.

Les gouvernements, y compris ceux se réclamant de la gauche, ont réactualisé les images et les expressions qui peuplaient l'imaginaire colonial pour opposer la figure acceptable de « l'immigré intégré » et celle du « sauvageon » ou de la « racaille » délinquante.

Nicolas Sarkozy a construit une partie de sa popularité sur l'intransigeance contre cette « racaille des cités ». Il a bâti une partie de sa campagne électorale de 2007 sur la réhabilitation du grand oeuvre colonial : il faut être fier

d'être français et naturellement méfiant vis à vis de ceux-celles qui ne le sont pas ou qui menacent « nos valeurs ». Au gouvernement, il a accentué la chasse aux immigrés ; il a stigmatisé à nouveau les habitant-e-s des cités et il a exalté la suprématie occidentale (discours de Toulon puis de Dakar). Il est d'ailleurs difficile de comprendre le sens de la campagne sur l'identité nationale si on ne la situe pas dans le prolongement du nouveau discours dit décomplexé de la droite française depuis quelques années. Il s'agit d'une reconquête idéologique et pratique qui va au-delà du calcul électoral.

Cette situation a nécessairement des conséquences sur la façon dont les populations des cités, notamment les jeunes issus de la colonisation, français pour la plupart, perçoivent leur existence sociale et leur insertion dans la société française. Les sifflets au stade de France lors du match France-Algérie doivent être analysés à la lumière de ce contexte.

La négation des appartenances culturelles, religieuses et d'origine, sous couvert d'universalisme abstrait fabrique du ressentiment, une sur-valorisation des identités particulières et détourne des mécanismes fondamentaux de l'oppression sociale.

Véhiculant l'idée de l'incompatibilité des cultures et alimentant ainsi l'idéologie du choc des civilisations, sous couvert de lutte contre le terrorisme, les impérialismes dominants donnent un coup de fouet à la xénophobie d'Etat et à l'islamophobie (ou racisme anti-musulman), cette dernière relayant, sans le faire disparaître, le vieux fonds du racisme anti-arabe. Les nouvelles classes dangereuses, cibles privilégiées des nouveaux dispositifs de sécurité et des violences policières, sont souvent musulmanes et non-blanches.

Le caractère systémique des discriminations a été établi par les recherches en sciences sociales. A l'embauche, dans l'emploi, au logement, dans les loisirs, la consonance du nom et/ou la couleur de la peau sont un véritable mur qui crée une souffrance sociale souvent ignorée et redoublée par la négation de l'existence de ce mur.

Les politiques gouvernementales, de gauche comme de droite, n'ont pas engagé de véritable plan de lutte contre ces discriminations. Au contraire, elles ont contribué à stigmatiser les banlieues populaires et à reléguer leurs habitants au rang de citoyen-nes de seconde zone qui doivent faire la preuve, constamment renouvelée, de leur intégration aux « valeurs de la république ». Les « politiques de la ville » mises en oeuvre, privées de moyens, relèvent de cette conception à laquelle a été adjoint le volet sécuritaire (les fameux « contrats locaux de sécurité ») et répressif.

Les Alternatifs sont un mouvement politique. Ils considèrent la question du racisme et des discriminations comme un problème politique, c'est à dire comme le produit de la domination d'un certain type de rapport social, de la même manière que la domination des hommes sur les femmes et celle du capital sur le travail.

La prise en compte réelle de ces questions et l'élaboration de solutions politiques par l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique est une condition de son développement. Le nouveau prolétariat des quartiers populaires est le plus souvent victime d'une double oppression, sociale et raciste, et, pour une personne sur deux d'une triple oppression. Le développement de ses propres formes d'organisation est une condition de son émancipation. Mais il faut aussi qu'il « utilise » les mouvements politiques de contestation comme le nôtre et, pour cela, que ces mouvements fassent la preuve de leur capacité à intégrer ses préoccupations.

L'UE 2010 des Alternatifs s'inscrit dans cette perspective. Nous souhaitons qu'elle constitue un moment fort pour s'emparer de ces questions. Nous pensons que l'échange et le débat sur ces thèmes, trop longtemps laissés en friche par la gauche de transformation sociale, a acquis un caractère d'urgence. Nous entendons bien faire de cette université un lieu de rencontre entre tous ceux et celles, mouvements politico-associatifs, organisations politiques,

associations de jeunes, intellectuels engagé-e-s .... qui chacun à leur manière luttent sur le terrain pour la justice sociale, contre les exclusions et les discriminations et pour l'égalité des droits.

Post-scriptum :

Le bulletin de participation comportant vos noms, adresse et références ainsi que le chèque libellé à l'A.F.Alternatifs sont à envoyer aux Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 PARIS